

Blogs

ABONNEZ-VOUS POUR
MOINS DE 0,60 € / JOUR  >

31 janvier 2014

Nous ne prenons pas assez au sérieux les implications politiques du numérique

Recommand 565 people recommend this. Be the first of your friends.

Le 22 janvier [Evgeny Morozov](#) (Wikipédia, [@evgenymorozov](#)) déjà souvent mentionné dans nos colonnes, a donné une conférence à la Maison des sciences de l'Homme à Paris avec pour thème : "Ce que signifie la critique de la technologie aujourd'hui" (voir également son interview dans le dernier [Place de la Toile](#)).

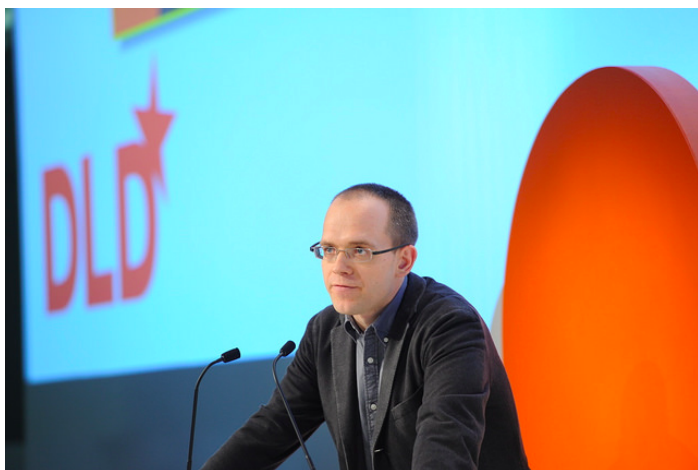


Image : quelques heures avant d'être à Paris, Morozov intervenait sur la scène de la DLD conférence à Munich (voir la vidéo de son intervention), via [DLD Conference](#).

Ce spécialiste des questions internationales a commencé en s'avouant de plus en plus sceptique sur le langage, l'usage des mots et les valeurs qu'ils impliquent. La culture numérique aujourd'hui, a-t-il expliqué, se définit par deux tendances : tout d'abord, la faculté que nous avons d'introduire des capteurs n'importe où, pour une somme modique. Ensuite, notre capacité d'interconnecter tous les objets : "l'internet des objets", la "smart home", la "smart city" résultent entièrement de ces deux tendances technologiques.

L'une des principales conséquences est la possibilité d'influer sur le comportement des gens de manière discrète mais insistante. Comme exemple d'objet doté d'un capteur et interconnecté, Morozov a cité [une brosse à dents "intelligente"](#) qui évalue si vous vous lavez suffisamment les dents et peut transmettre ses résultats à votre réseau social, votre dentiste, et donc un jour peut-être, souligne Morozov, à une compagnie d'assurance.

Autre objet mentionné, [une fourchette "smart"](#) qui analyse la vitesse à laquelle vous mangez et se met à vibrer

si vous vous y prenez trop rapidement. Morozov a aussi signalé [un parapluie muni d'une lampe bleue](#), connectée au service météo et susceptible de vous avertir à l'aide de sa petite lumière qu'il va pleuvoir, vous encourageant ainsi à l'emporter avant de sortir !

Les deux questions fondamentales que posent ces exemples, explique Morozov, sont de savoir comment nous allons payer pour ces objets, et comment nous allons être tentés de résoudre les grands problèmes sociaux en recourant à ces artefacts.

Tout devient transaction commerciale

Payer par ses données personnelles est évidemment le moyen le plus populaire. La façon dont Google rentabilise Gmail en scannant nos courriels est aujourd'hui bien connue. Ce n'est que le premier exemple de ce modèle économique. Aujourd'hui, rappelle Morozov, Amazon propose d'acheter des Kindle moins cher à condition d'accepter les publicités (personnalisées bien entendu). Tout objet domestique susceptible d'être connecté pourra donc un jour devenir gratuit. On peut même envisager une rémunération pour les gestes qu'on effectue : la moindre de nos actions ayant une valeur marchande. Se lever pour prendre du lait dans le frigo pourrait ainsi donner naissance à une transaction commerciale.

L'infrastructure pour réaliser ce genre d'échanges existe déjà. Les différentes institutions, grosses sociétés, etc., devraient trouver de nombreux moyens de rentabiliser ces données et proposer du sur-mesure à leurs clients. Des compagnies d'assurance (toujours elles) pourront ainsi observer la manière dont vous conduisez et adapter leurs polices en conséquence. Même la génomique personnelle, qui ne fournit pas d'informations très sensibles à l'heure actuelle, peut devenir intéressante si on la croise avec d'autres données.

Qu'advient-il de ceux qui refuseront de cette surveillance ? Forcément, [ils auront quelque chose à cacher](#) ; par exemple, s'ils interdisent à leur compagnie d'assurances d'examiner leur conduite, c'est probablement parce qu'il s'agit de chauffards. Ils devront donc payer plus...

Le gros problème continue Morozov, c'est que nous ne prenons pas assez au sérieux les entreprises du numérique. Dans 10 ans, affirme-t-il, Google et Amazon proposeront de nouveaux services d'un genre très différent : elles s'attaqueront au secteur bancaire et celui de l'assurance, et alors leur "intrusion" nous paraîtra beaucoup plus inquiétante. "*Si on vous proposait aujourd'hui d'avoir dans votre chambre un capteur installé par JP Morgan, vous diriez non !*" a ironisé Morozov. C'est pourtant à cela que nous nous préparons.

Des implications politiques

Mais ces techniques ne servent pas seulement à faire de l'argent. Elles impliquent aussi un projet politique, puisqu'elles permettent de reporter les responsabilités sur les citoyens, et d'en débarrasser la collectivité et l'État. Puisque c'est à chacun d'entre nous de changer son comportement sous l'influence directe des entreprises, à quoi bon bâtir des infrastructures ou voter des lois pour lutter contre des phénomènes comme l'obésité, le tabagisme, l'insécurité routière, etc. Naturellement, on néglige de traiter au passage les problèmes structurels à l'origine d'attitudes "indésirables".

De fait, ces nouveaux acteurs prennent des décisions qu'on peut qualifier de "politiques", sans même consulter le public. Lorsque [Google Now](#) se montre capable de [mesurer combien de kilomètres vous parcourez chaque jour grâce aux capteurs des smartphones Android](#), il met de lui-même en place une action contre l'obésité, sans en référer aux pouvoirs publics : il s'agit d'une décision unilatérale de la part de cette entreprise.

En fait, tout cela va dans le sens de [la doctrine du Nudge recommandée par Thaler et Sunstein](#), et qui intéresse de plus en plus les gouvernements anglo-saxons ces temps-ci : rappelons que Cass Sunstein a été à la tête de l'Autorité des régulations de l'État américain jusqu'en 2012, et le premier ministre britannique, David

Cameron, s'est appuyé sur une "Nudge Unit" pour résoudre certains problèmes de santé ou d'économie d'énergie.

Comment faire pour résister à cette captation ? De toute évidence, il faut introduire un processus éthique dans l'échange de données. Cela ne pourra pas se faire, affirme Morozov, par de simples changements de lois, comme le souhaitent les juristes spécialistes du numérique, ou par le développement de nouveaux outils, comme le désirent les hackers. Ces derniers se trompent dans leur analyse pour deux raisons : tout d'abord parce qu'ils ne comprennent pas que nombre d'entre nous peuvent céder à la tentation de confier certaines de leurs données personnelles en échange de services ou de biens. Ensuite parce que les hackers, avec leur discours sur la liberté absolue de l'information partagent les mêmes valeurs que les compagnies prédatrices qu'ils combattent. En lieu et place de ce genre de méthodes limitées, Morozov souhaite revenir au politique. Il appelle de ses vœux une véritable prise de conscience sociale et l'instauration d'un débat : *"la discussion est préférable à la data"*, a-t-il affirmé.

Mais l'espoir de cette prise de conscience n'est-il pas contredit par son diagnostic, puisque de son propre aveu, la plupart d'entre nous se montrent tout à fait prêts à céder leurs données ?

Rémi Sussan

A lire également sur LeMonde.fr : [Evgeny Morozov: « Internet est soumis à la loi du marché »](#).

Recommand 565 people recommend this. Be the first of your friends.

[Signaler ce contenu comme inapproprié](#)

Cette entrée a été publiée dans [Web/Tech](#), avec comme mot(s)-clef(s) [aliénation](#), [citoyenneté](#), [économie](#), [innovation](#). Vous pouvez la mettre en favoris avec [ce permalien](#). |



Revenus > 2 500€/mois ?

NOUVEAU : Moins de 55 ans? Avec la Loi Duflot, réduisez vos impôts en 2014 !

[» Cliquez ici](#)



Célibataire après 50 ans?

Rejoignez maintenant Attractive World, une communauté de célibataires impliqués.

[» Cliquez ici](#)



Investissement Métaux

240% par an en moyenne ces 2 dernières années. Découvrez l'investissement dans les Métaux

Rares

[» Cliquez ici](#)

Publicité Ligatus

Vous aimerez aussi

- > [Biens communs : un outil politique pour repenser notre rapport à la technologie](#)
- > [De quel espace l'internet est-il la carte ?](#)
- > [« Facebook n'est pas le problème : c'est le symptôme ! »](#)
- > [En Inde, une femme « condamnée » à un viol collectif \[Le Monde.fr\]\(#\)](#)
- > [« Rester assis tue plus que le tabac » \[Le Monde.fr\]\(#\)](#)

16 commentaires à *Nous ne prenons pas assez au sérieux les implications politiques du numérique*

La solution serait de s'affranchir de tous ces gadgets inutiles. Combien de personnes possèdent un smartphone, sans nécessité absolue ? Tout simplement pour être dans l'air du temps et ne pas paraître « has been » aux yeux de leur entourage. Nous sommes, s'en y prendre garde, sous le pouvoir de gourous technologiques, qui nous asservissent avec notre plein consentement. Et l'addiction à tous ces joujoux hi-tech n'est pas prête de s'arrêter.

Rédigé par : [Urgo](#) | le 01 février 2014 à 09:52 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

Tous les possesseurs sans nécessité ne se limitent pas à vouloir « être dans l'air du temps et ne pas paraître « has been » aux yeux de leur entourage ».

De plus, utiliser quelque chose pour son plaisir n'est pas punissable. Ou alors si ? Berk, je ne voudrais pas vivre dans votre tête. Le type qui fait du vélo juste pour le plaisir devrait être puni, selon vous ? et boire du café sans avoir besoin de se réveiller ? et appeler un copain au téléphone sans avoir rien de spécial à lui dire ? a t on le droit de vivre même en dehors des moments productifs ?

s'il vous plaît, je peux ?

On parle de smartphone, pas de fusils ni de poisons violents. Si ces petits appareils deviennent nuisibles, c'est la faute des vendeurs, pas celle des utilisateurs.

1/ Les abus du commerce

Les abus des vendeurs sont la faute des acheteurs, donc, selon vous. En disant que c'est l'acheteur qui a tort, vous cautionnez l'attitude des vautours qui le vendent (ça surprend, hein...) Voilà comment, avec votre logique : si on se fait voler sa voiture, ce n'est pas la faute du voleur, mais du conducteur. S'il n'avait pas eu de voiture, il n'aurait pas tenté le voleur...

Le défaut du smartphone n'est pas dans ceux qui l'achètent, mais dans les intentions de ceux qui le vendent. La porte ouverte aux avides, au fric-über-alles et à « faites donc ce qu'il vous plaira, messieurs les banquiers et les marchands ». Les smartphones n'y sont pour rien, ils sont exploités comme tout le reste de notre monde, par quelques uns qui en veulent plus et veulent tout voler. En disant que c'est la faute des acheteurs, vous donnez encore plus de liberté aux prédateurs, en disant que les proies n'ont qu'à subir, tant pis pour elles. Quand ce sera votre tour d'être mangé, vous direz que c'est la faute à qui ? pas à vous, je suppose...

2/ Les utilisateurs loisirs

Parmi ceux qui utilisent un smartphone sans nécessité réelle, il y a tous ceux qui apprécient ce concentré de possibilités, aussi ceux qui aiment l'objet technologique – belle réussite humaine, tout de même – et des tas d'autres raisons.

Avoir un dictionnaire multi-lingue dans quelques grammes et dans la poche, c'est autre chose qu'une encyclopédie qu'on traîne derrière soi. Un itinéraire sur l'écran, c'est plus pratique qu'une bibliothèque de cartes routières. Sans parler du prof de gym, du journal – et même de tout un tas de journaux dans tout un tas de langues, des jeux, des applications pratiques pour les besoins de chacun, etc.

Et tout ça qui tient dans une poche avec un téléphone, une lampe de poche, une calculatrice, un réveil, un appareil-photo et une caméra vidéo, des recettes de cuisine, un agenda, des e-mails, internet, la télé, la radio...

Pas besoin d'être soumis à la mode et au marketing pour apprécier les bienfaits de ces petits bidules.

Ce qui n'empêche pas certains d'être effectivement aliénés par leur envie d'être à la mode, mais réduire tous les utilisateurs à ces quelques uns là, c'est faire preuve d'une étroitesse de pensée qui interdit beaucoup de lucidité.

Moi, j'ai un bilboquet. Ça ne me sert à rien, mais tous mes copains en ont un. Vous croyez que je devrais me sentir coupable ou inquiet ? je mérite qu'on abuse de ma vie privée et qu'on se mêle de mes choix à cause de mon bilboquet ? Dites-moi s'il vous plaît.

Rédigé par : [Choupinet](#) | le 01 février 2014 à 11:56 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

Erratum

Si, en fait, le smartphone est nuisible, notamment par l'extraction de terres rares dans des conditions ignobles pour les ouvriers, souvent des enfants africains, et pour l'environnement. Entre autre.

Là, oui, les acheteurs ont leur part de responsabilité, chaque fois qu'ils achètent un smartphone, ils menacent la vie de quelques enfants. Et quand on achète un produit chinois, on menace des emplois français ; quand on fait le plein de la voiture, on participe à la tyrannie saoudienne.

Pas facile, de savoir ce qui est juste et bon, en ce bas monde mondialisé, sauf à se cacher dans une cabane avec une lampe à huile. Et encore.

Mais bon, acheter son smartphone calmement pour le garder 4 ou 5 ans, c'est déjà mieux que le dernier jouet qu'on remplacera l'an prochain.

Rédigé par : [Choupinet](#) | le 01 février 2014 à 12:07 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

Ce n'est pas le fait que votre téléphone puisse aussi faire raser électrique, qui est le centre du débat.

C'est le fait que la technologie puisse tout savoir de vous.

Soit, et vous l'avez écrit, c'est à la Démocratie de renaitre afin d'empêcher les fabricants de vous contrôler.

Car ils y arrivent.

Rédigé par : [yvan](#) | le 01 février 2014 à 12:27 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

Chaque information personnelle, utilisée par les sociétés qui les collectent à des fins commerciales, doit pouvoir être quantifiée pour être facturée à ces dites sociétés.

Elles émettent une demande et chaque personne devrait offrir ou pas pas d'y souscrire.

Comment peut-on laisser des sociétés, sous couvert de la gratuité des services qu'elles proposent, « commercer » en second plan avec des informations obtenues de façon biaisées. La légalité de l'opération devrait être contestable! La contractualisation de la transaction des données devrait être mieux orientée vers le client (celui à qui on prend les données).

De plus, les données collectées individuellement pourraient ne pas prêter à conséquence. Seulement, globalisées, elles sont génératrices des mécanismes (dynamiques) d'appauvrissement des dimensions humaines par leur réduction au simple principe de consommation.

La capacité d'investissement non universelle est une cause possible à cette problématique ?

Rédigé par : [Jérôme D](#) | le 01 février 2014 à 10:22 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

Hou, fais moi peur...

Rédigé par : [YOYO](#) | le 01 février 2014 à 11:33 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

Il faut se rendre à l'évidence. Vous êtes suivis. Vous laissez des traces. Une solution : Évitez de téléphoner, de surfer sur internet, d'utiliser votre carte de crédit, de vous déplacer à découvert, et j'en passe. Et bientôt, il faudra s'empêcher de penser trop fort si l'on veut conserver son intimité.

Rédigé par : [Geronimo](#) | le 01 février 2014 à 11:43 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

La collecte dissimulée de données individuelles ne date pas d'hier : les (meilleurs) des VRP s'y adonnaient joyeusement sur leur petites fiches en carton.

Aujourd'hui, alors que le fichage étatique des citoyens est limité par la loi, des sociétés privées peuvent s'en donner à coeur joie bien que théoriquement, chacun peut exiger légalement la destruction de ses données personnelles.

Mais, devant le volume, la fréquence et la granularité de la collecte, quel citoyen est en mesure de maîtriser la collecte directe (et contrôlée par cnil interposée -en France-) et indirecte de données personnelles ? Très peu, voire aucun.

Et, comme toujours avec la technologie, l'enjeu sera de favoriser l'usage bénéfique de ces collectes et d'empêcher (limiter) l'usage nuisible.

Chaque société ou collectivité ayant collecté des données rattachées à un individu pourrait avoir l'obligation fournir régulièrement (ou au moment de la collecte) à cet individu un compte-rendu clair de cette collecte, avec un moyen simple pour l'effacer.

Il y aura des contrevenants ? La loi est là pour stopper les dérives.

Rédigé par : [jfb](#) | le 01 février 2014 à 11:48 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

On l'a vu avec la maîtrise de l'atome...

Je vois mal un gouvernement ne pas être tenté d'utiliser des infos...

Et les multinationales, elles tueraient des peuples entiers pour du fric.

Rédigé par : [yvan](#) | le 01 février 2014 à 14:22 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

Réflexion intéressante, mais la peur de Big Brother est antérieur à Internet. Je pense que le virtuel exacerbe nos peurs (parfois à raison), car on parle d'une menace plus impalpable. Si je veut faire une parallèle douteux, c'est un peu comme la crainte du nucléaire par rapport au charbon, on est plus anxieux face aux menaces supposées que face à celles qui sont avérées.

Rédigé par : [Briand](#) | le 01 février 2014 à 13:40 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

@Briand: Les menaces ne sont pas supposées mais sont complètement avérées, l'analogie avec le nucléaire est un contresens total. Google fournit vos données à au moins un gouvernement étranger, qui en fait ce qu'il veut, qui cible particulièrement toute personne ayant une activité militante, politique ou économique « intéressante », etc. Qu'est-ce qu'il vous faut de plus ? Avec une telle attitude, vous continuerez à fumer tant que votre cancer du poumon ne sera pas en phase terminale. Et après, il sera de toute façon trop tard...

Rédigé par : [Tom](#) | le 01 février 2014 à 14:06 | [Répondre](#) | [Signaler un abus](#) |

L'analogie avec le nucléaire PAR RAPPORT au charbon est tout à fait justifiée.
Par contre, cela demande de la compréhension du raisonnement, c'est sûr.

Rédigé par : [yvan](#) | le 01 février 2014 à 14:19 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

L'internet est actuellement le seul endroit en France où la liberté est casi-totale aussi bien au niveau du droit d'expression que d'agir. Pourtant les Français réagissent peu quand on entend que Manuel Vals souhaiterait « encadrer » twitter. L'internet est un espace unique que l'internaute doit protéger à la fois de son gouvernement et des gros business qui veulent y devenir rois.

Rédigé par : [Supref](#) | le 01 février 2014 à 13:43 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

Ismaïl Kadare, Le Palais des rêves. 1981 (traduction de l'albanais chez Fayard). En ce temps-là, tout le monde avait l'obligation de raconter ses rêves nocturnes, et chaque jour l'administration du Palais étudiait tout et choisissait ceux qu'elle allait convoquer pour approfondir la raison de leur rêve.

Aujourd'hui tout ça est bénévole et automatisé. Amazon à qui j'achète des livres se rappelle ceux que j'ai acheté, ceux que j'ai feuilletés, ceux dont j'ai consulté le prix. Et même mes recherches qui ont échoué. Tout ça pour me proposer des choses qui me plairont. Quelle importance ?

Rédigé par : [ebolavir](#) | le 01 février 2014 à 14:07 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

Bon article. En Chine, il y a des écrans publicitaires dans les ascenseurs des résidences et sur les paliers du rez-de-chaussée. Là-bas, c'est devenu normal. En Europe, c'est le forcing pour nous y amener et avec les banques qui seront détenues par des sociétés technologiques, il ne sera plus possible de protéger sa vie privée. De vrais rats de laboratoire au service marchand.


Rédigé par : [Louis](#) | le 01 février 2014 à 14:46 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

les moutons sont faits pour être tondus....

La science fiction a décrit parfaitement le monde dans lequel nous vivons, et le monde qui arrive...

La peur n'évite pas le danger, hélas

Rédigé par : [choucrouzman](#) | le 01 février 2014 à 14:49 | [Répondre](#) [Signaler un abus](#) |

 Créez votre blog

Ce blog est édité grâce au concours de WordPress
[RSS des notes](#) | [RSS des commentaires](#)

blog **Le Monde**.fr

[► Envoyez à un ami](#)